

## IL CONCERNERA LES WILAYAS LES PLUS IMPORTANTES

## Vaste mouvement dans le corps des walis

**Abdelaziz Bouteflika présidera, dans les tout prochains jours, un Conseil des ministres restreint qui sera consacré à l'examen de la situation économique du pays. C'est ce que nous apprenons de source bien informée. Cette réunion, qui aura également à se pencher sur la situation générale du pays, au plan social entre autres, donnera certainement le coup d'envoi officiel de la rentrée.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Avec les réunions du Conseil des ministres, ces «conseils restreints» constituent, depuis 2014 notamment, les plus importants rendez-vous où se prennent les décisions les plus lourdes, ou plutôt à travers lesquels ces mêmes décisions sont annoncées par Bouteflika.

C'est une sorte de «réunion de crise», que Bouteflika avait convoquée, par exemple en décembre 2014, pour examiner la situation induite par la chute brutale des prix des hydrocarbures, ou encore, à deux ou trois reprises, pour passer à la loupe «la situation sécuritaire», en plus de quelques autres conclaves tout aussi restreints et où il était question de la révision de la Constitution.

Durant le troisième mandat, Bouteflika réunissait également ce type de conseils au sommet, en y convoquant les responsables des plus hautes institutions du pays et, généralement, consacrés à l'examen de la situation générale du pays, particuliè-

rement à l'époque de la grande tempête, dite de «printemps arabe», qui frappait toute la région.

L'importance de ces réunions et leur impact sur le pays sont considérables. Davantage que le programme électoral du quatrième mandat ou du programme du gouvernement Sellal, c'est le fameux Conseil restreint du 23 décembre 2014 qui constitue la base de travail de l'exécutif, sur tous les plans.

C'est ce Conseil restreint qui a déterminé les secteurs prioritaires comme l'industrie, l'agriculture, le tourisme, l'énergie, etc. et qui a, également, institué la nouvelle politique économique du pays ainsi que les restrictions significatives des dépenses de l'Etat, des importations, et ce souci permanent d'explorer toutes les possibilités de faire rentrer de l'argent au pays.

C'est de ce Conseil, au fait, que sont inspirées les deux dernières lois de finances et toutes les mesures inhérentes comme les augmentations des prix des



La liste de ces changements serait même fin prête.

carburants et de l'électricité, etc. Il faut donc s'attendre à ce que le prochain Conseil annonce de nouvelles décisions, au plan économique et social, et dont l'impact sera immédiat sur le pays. Bouteflika, qui a toujours redouté le front social, tente ainsi d'anticiper les événements pour contenir la situation et s'épargner toute mauvaise surprise à la rentrée sociale qui pointe à l'horizon.

Ce sera certainement la pré-occupation majeure de la réunion du gouvernement ce mercredi 24 août, la première après les congés du gouvernement Sellal.

Mais ce ne sera pas tout. Selon nos sources, Bouteflika compte marquer cette rentrée par une grande annonce, celle d'un vaste mouvement dans le corps des walis.

La liste de ces changements serait même fin prête, nous confie-t-on de mêmes sources, prévoyant un changement d'une ampleur équivalente à celle du tout dernier mouvement effectué en juin 2015 et qui concernait pas moins de 35 wilayas. Si l'on ne nous révèle pas tous les détails, l'on nous confie, cependant, que ce mouvement en préparation

touchera une vingtaine de wilayas et, contrairement à l'été 2015, il concernera, cette fois, en premier lieu les plus importantes d'entre elles : Alger, Oran, Constantine, Sétif, en plus de Bouira, Sidi-Bel-Abbès, El-Taref, Djelfa et Skikda. Pour ne citer que ces dernières.

Ce mouvement sera ensuite suivi de la traditionnelle réunion gouvernement-walis, prévue en septembre à Alger. Au cours de cette réunion, le Premier ministre devra donner la nouvelle feuille de route de l'exécutif pour faire face à une situation de crise économique et financière que Bouteflika en personne qualifie de «très difficile».

Les walis auront ainsi des missions d'ordre économique auxquelles ils ne sont traditionnellement pas habitués mais, également, une autre mission, celle où ils ont, par contre, toujours joué un rôle de premier plan, la préparation et l'organisation des élections.

Or, celles prévues dans seulement quelques mois, à savoir les législatives en mai 2017 et les locales vers octobre ou novembre de la même année, sont considérées comme extrêmement déterminantes par le pouvoir lui-même.

K. A.

IN GUEZZAM  
ET TAMANRASSETOnze  
contrebandiers  
arrêtés par les  
forces de l'ANP

5 contrebandiers ont été arrêtés lundi à In Guezzam et 6 autres, à Tamanrasset par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi des produits destinés à la contrebande, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a arrêté 5 contrebandiers près des frontières à In Guezzam (6° RM) le 15 août 2016 et saisi 1 camion citerne, chargé de plus de 40 000 litres de carburant et 2 véhicules tout-terrain, chargés de 12,7 quintaux de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ainsi que 2 téléphones satellitaires», précise le MDN.

A Tamanrasset, un autre détachement «a appréhendé 6 contrebandiers et saisi 2 véhicules tout-terrain et 19 détecteurs de métaux».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP et des éléments des Gardes-frontières «ont appréhendé 40 immigrants clandestins, dont 3 de nationalité marocaine à Bab El -Assa (2° RM), Adrar (3° RM), In Amenas (4° RM) et Tamanrasset (6° RM)», ajoute-t-on de même source.

APS

## RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2015

## L'Algérie gagne 10 places

**L'Algérie a été classée en 2014 au 83<sup>e</sup> rang mondial sur 188 pays dans le développement humain, selon le rapport mondial 2015 du Programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud).**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le pays améliore ainsi son classement en gagnant dix places par rapport à l'année 2013 (93<sup>e</sup> place). Au niveau du continent africain, l'Algérie devance la Libye (94<sup>e</sup>), la Tunisie (96<sup>e</sup>), ou encore le Maroc (126<sup>e</sup>) place. Trois pays africains ferment le classement : Érythrée (186<sup>e</sup>), République centrafricaine (187<sup>e</sup>) et le Niger (188<sup>e</sup>).

Le rapport rassemble de façon quasi-exhaustive et analyse les données sur les secteurs de la santé, de l'éducation et de la formation, de l'emploi et des dispositifs de création d'emplois, des activités et des revenus, et de la participation sociale.

«Les progrès du développement humain de l'Algérie sont incontestables puisque elle s'est hissée à la 83<sup>e</sup> place du classement mondial (sur 188 pays), dans le groupe des pays à développement humain élevé, s'est félicitée en février dernier Cristina Amaral, représentante résidente du Pnud en Algérie, lors du lancement, le 1<sup>er</sup> février 2016, du Rapport national sur le développement humain (2013-2015) ayant pour thème «Quelle place pour les jeunes dans la perspective du développement humain

durable en Algérie ? par le Conseil national économique et social (Cnes) avec la collaboration du Pnud.

Le portefeuille de programmes de développement du Pnud en Algérie s'articule autour de cinq grands thèmes prioritaires : le développement humain et la lutte contre la pauvreté ; la consolidation de la bonne gouvernance, y compris l'égalité entre les genres ; l'Energie et la préservation de l'environnement ; la prévention des catastrophes naturelles ; l'autonomisation des femmes.

L'action du Pnud en Algérie est coordonnée par le ministère des Affaires étrangères et sa Direction générale des relations multilatérales. Le Pnud agit dans le cadre de son Programme de pays 2012-2014 qui a été préparé conjointement avec les autorités algériennes et approuvé par le conseil d'administration de l'organisation en janvier 2012.

Le travail peut-il  
renforcer le  
développement humain ?

Le Pnud définit le développement humain, comme étant «l'élargissement des choix offerts à chacune et à chacun, en se préoccupant de la



Le travail joue un rôle de consolidateur de la société.

richesse de la vie humaine et non pas simplement de la richesse des pays». La notion de développement humain fait référence au «développement des individus pour les individus et par les individus, par la création de capacités humaines, par l'amélioration de leur vie et par leur participation active aux processus qui déterminent leur vie». Elle «transcende» les approches traditionnelles du développement des ressources humaines, des besoins essentiels et du bien-être humain.

Le travail est un élément fondamental de ce processus. Ainsi, le rapport sur le développement humain s'intéresse à la manière dont le travail peut renforcer le développement humain, «sachant que le

monde du travail évolue à grande vitesse et que d'importants défis restent à relever en matière de développement».

Le lien entre travail et développement humain n'est pas automatique, signale le Pnud. En effet, la qualité du travail, les conditions de travail, la valeur sociétale du travail, entre autres, sont autant d'éléments qui entrent en jeu.

En somme, le fait d'avoir un emploi ou non est important, mais d'autres aspects le sont tout autant.

Aussi, le rapport du Pnud souligne que le travail joue un rôle de consolidateur des sociétés. Fondamentalement, le travail libère le potentiel humain, la créativité humaine, l'esprit humain.

Y. D.